

1. L'économie mondiale en 2023

L'année 2023 a été marquée par plusieurs événements notables, notamment la guerre entre la Russie et l'Ukraine, le conflit entre Israël et les militants du Hamas, l'intensification des différends commerciaux entre la Chine et les États-Unis, les tensions géopolitiques, l'impact accru du changement climatique qui a donné lieu à des accords diplomatiques¹ et de nombreuses mesures d'adaptation et d'atténuation du changement climatique.

Les indicateurs économiques de 2023 ont révélé que la diminution de la productivité, l'inflation et la baisse des revenus dans la plupart des pays du G20 empêchaient les niveaux de vie d'augmenter sensiblement.¹ Après une croissance de 3,0 % en 2022, l'économie mondiale a progressé de 2,0 % en 2023, avec une croissance attendue de 2,1% en 2024² (Figure 1). En 2023, l'économie a progressé de 2,0 %, soit nettement moins que la moyenne historique de 3,8 % entre 2000 et 2019. Alors que le renforcement des politiques commence à porter ses fruits, les économies avancées pourraient connaître une croissance de 1,4 % en 2024, après avoir enregistré une croissance de 2,6 % en 2022. La croissance des marchés émergents et des économies en développement a légèrement diminué, passant de 4,1 % en 2022 à 4,0 % en 2023, et cette tendance pourrait se poursuivre en 2024³.

L'inflation mondiale a diminué de 8,3 % en 2022 à 6,3 % en 2023 et pourrait se poursuivre jusqu'à 5,2 % en 2024 en raison du resserrement des politiques monétaires et de la baisse des prix internationaux des matières premières (Figure 1). L'Organisation internationale du travail (OIT) a indiqué qu'en 2023, le taux de chômage mondial est passé de 5,3 % en 2022 à 5,1 % en 2023 et qu'il pourrait à chuter à 4,5 % en 2024 (Figure 1).

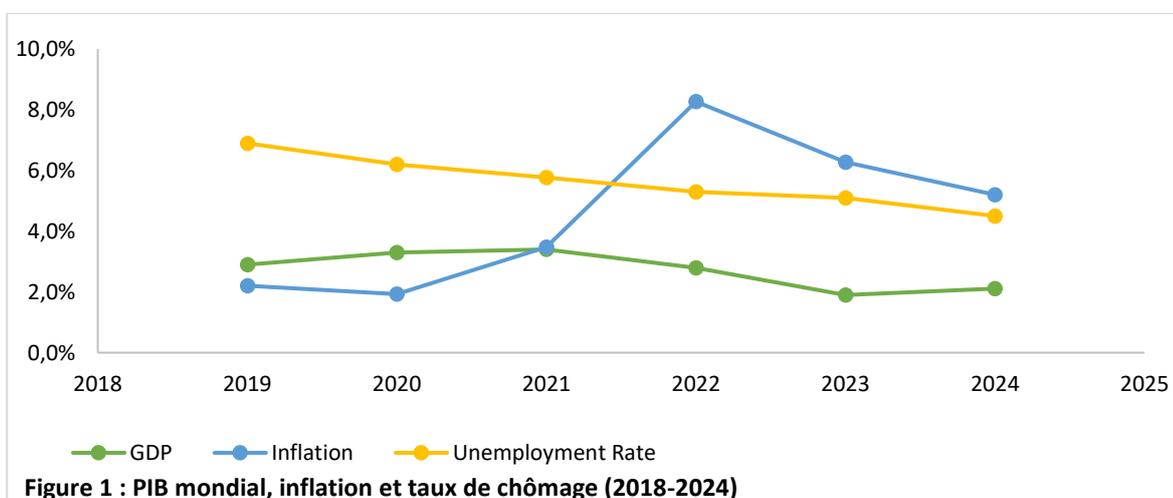


Figure 1 : PIB mondial, inflation et taux de chômage (2018-2024)

Source : Revue économique de l'AIAFD (2022)

2. L'économie africaine en 2023

En 2023, l'Afrique avait la population la plus jeune et la plus dynamique du monde (60 % des Africains avait moins de 25 ans)⁴. Le continent devient un centre d'attraction pour les marchés et les produits de consommation, ce qui en fait une destination attrayante pour les chaînes d'approvisionnement. Les pays africains ont été confrontés à de multiples chocs en 2023, notamment les effets persistants de la pandémie de COVID-19, les perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales dues à la guerre prolongée de la Russie avec l'Ukraine, l'instabilité politique et le ralentissement économique de la Chine, le durcissement des conditions de financement

¹ <https://www.imf.org/en/Publications/WEO/Issues/2023/10/10/world-economic-outlook-october-2023>

² <https://www.oecd.org/economic-outlook/september-2023/>

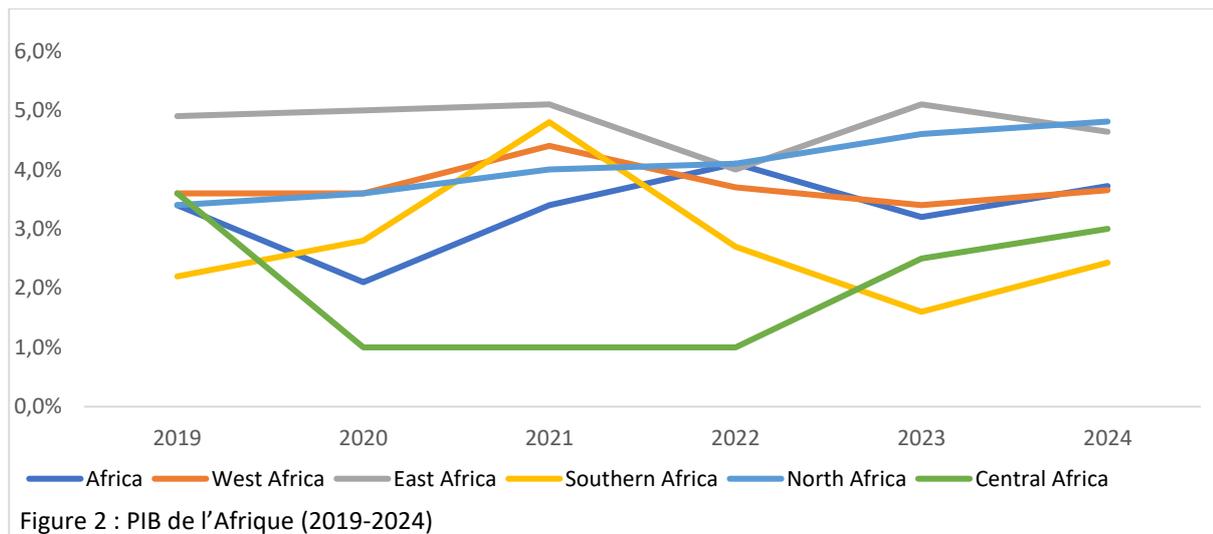
³ <https://www.oecd.org/economic-outlook/september-2023/>

⁴ <https://www.visionofhumanity.org/navigating-the-effects-of-a-rising-youth-population-in-africa/>

mondiales et le conflit entre Israël et le Hamas. La croissance économique de l’Afrique a chuté à 3,2 % en 2023, contre 4,1 % en 2022⁵ (Figure 2). L’inflation en Afrique était en moyenne de 18,5 % en 2023 et devrait chuter à 17,1 % en 2024⁸. Des pays comme le Bénin, la Côte d’Ivoire, l’Éthiopie, le Rwanda et la Tanzanie font à nouveau partie des 10 économies mondiales à forte croissance en 2023.⁶

L’année 2023 est marquée par des crises économiques intenses, des effets accrus du changement climatique et des tensions géopolitiques de grande ampleur. Par exemple, la sécheresse dans la région de la Corne de l’Afrique a entraîné le déplacement d’environ 2,3 millions de personnes⁷. Des inondations ont suivi la sécheresse dans la région, déclenchant des effets climatiques extrêmes et dévastateurs. Les destructions causées par le cyclone au Malawi et au Mozambique ont fait des milliers de déplacés et des centaines de morts dans le sud-est de l’Afrique. Environ 23 millions de personnes dans l’Est de la Corne de l’Afrique, notamment en Éthiopie, au Kenya et en Somalie, ont connu une grave insécurité alimentaire en raison d’une sécheresse prolongée et de phénomènes météorologiques extrêmes⁸.

En outre, comme cela a été démontré au Niger et au Gabon, les dirigeants militaires ont continué à s’emparer du pouvoir en profitant du fort mécontentement de la population et de son ressentiment à l’égard de l’élite dirigeante pour l’absence d’avantages démocratiques. Plusieurs pays africains sont encore en proie à des guerres et à des conflits. Le conflit soudanais, par exemple, a fait plus de 10 000 morts et forcé des millions de personnes à fuir leur foyer en 2023, mettant en péril la stabilité des régions voisines du Sahel et de la Corne de l’Afrique. Les conflits territoriaux entre les régions autonomes du Puntland et de la Somalie se sont transformés en une véritable crise en Somalie. En Afrique centrale, le conflit prolongé en République démocratique du Congo, riche en minerais, a pris une tournure fatale lorsque les rebelles du M23 ont lancé une nouvelle offensive.



Source : Revue économique de l’AIAFD (2022)

2.1. Afrique du Nord

L’économie nord-africaine a connu une croissance de 4,1 % en 2022 à 4,6 % en 2023, avec une croissance prévue de 4,8 % en 2024⁹ (Figure 2). La reprise économique notable au Maroc et en Libye, le premier après une grave sécheresse et le second en raison d’une production pétrolière

⁵[https://www.reuters.com/world/africa/africas-economic-growth-fell-32-2023-says-african-devt-bank-2024-02-16/#:~:text=Africa-,Africa's%20economic%20growth%20fell%20to%203.2,2023%2C%20says%20African%20Devt%20Bank&text=JOHANNESBURG%2C%20Feb%2016%20\(Reuters\),all%20regions%20except%20central%20Africa](https://www.reuters.com/world/africa/africas-economic-growth-fell-32-2023-says-african-devt-bank-2024-02-16/#:~:text=Africa-,Africa's%20economic%20growth%20fell%20to%203.2,2023%2C%20says%20African%20Devt%20Bank&text=JOHANNESBURG%2C%20Feb%2016%20(Reuters),all%20regions%20except%20central%20Africa)

⁶ <https://www.afdb.org/en/documents/african-economic-outlook-2023>

⁷ <https://www.aljazeera.com/news/2023/12/19/coups-climate-and-cost-of-living-key-issues-that-shaped-2023-in-africa>

⁸ <https://blog.mustardinsights.com/newsletter/highlights-of-breakthroughs-and-challenges-in-africa-in-2023-and-expectations-for-2024-cnINc>

⁹ <https://www.afdb.org/en/news-and-events/press-releases/north-africa-economic-outlook-2023-economic-growth-set-to-reach-46-percent-2023-north-africa-should-make-green-growth-urgent-regional-priority-according-african-development-bank-63411>

irrégulière, a été le moteur de la croissance de l'économie nord-africaine. La recrudescence de la pauvreté et du chômage, en particulier chez les jeunes, et l'augmentation de l'insécurité alimentaire due à la hausse des coûts de l'énergie et des denrées alimentaires en 2023 soulignent la nécessité de renforcer la résilience et la diversification économiques en Afrique du Nord en 2023. En 2023, l'inflation a atteint un taux à deux chiffres de 14,2 % et devrait retomber à 6,9 % en 2024¹⁰ (Figure 3). Le déficit des comptes courants de la région devrait se réduire à 0,2 % du PIB en 2024, contre 0,5 % en 2023¹¹. En outre, le climat économique mondial a eu un impact sur la position extérieure de l'Afrique du Nord, notamment en ce qui concerne la structure des échanges, le tourisme et les flux d'investissements directs étrangers (IDE) en 2023.

2.2. Afrique de l'Est

L'Afrique de l'Est, avec des taux de croissance du PIB supérieurs à 5 % en 2023, affiche les meilleures performances économiques régionales du continent. L'économie de l'Afrique de l'Est a progressé de 4 % en 2022 et de 5,1 % en 2023, et devrait atteindre 4,6 % en 2024¹² (Figure 2). La croissance économique au Rwanda, en Ouganda, en Éthiopie, au Kenya, à Djibouti et en Tanzanie a été le principal facteur de développement de l'Afrique de l'Est en 2023. Près de la moitié de la croissance économique de l'Afrique de l'Est en 2023 provient du secteur des services. Les atouts naturels et culturels de l'Afrique de l'Est attirent les touristes du monde entier, ce qui accroît la demande de services tels que l'hébergement, la restauration et les divertissements¹³.

Le PIB de l'Éthiopie a augmenté de 5,3 % en 2022 et de 6,0 % en 2023. La reprise dans le secteur des services représente environ 38 % du PIB, en particulier dans l'industrie du voyage et du tourisme en 2023¹⁴. La croissance du PIB réel au Kenya est passée de 7,5 % en 2021 à 4,9 % en 2022 et 4,5 % en 2023. Cette baisse est principalement due aux chocs subis par la chaîne d'approvisionnement mondiale, provoqués par le conflit entre la Russie et l'Ukraine, les restrictions internes et le ralentissement économique mondial. Toutefois, les projections indiquent que le PIB du Kenya passera à 5,2 % en 2024 et se stabilisera à une moyenne de 5,8 % entre 2025 et 2028. Cette croissance sera appuyée par l'augmentation de la production agricole et des exportations connexes et par l'expansion du secteur des services. Les problèmes d'insécurité et de sécheresse ont rendu difficile la croissance accélérée prévue pour 2023. L'inflation en Afrique de l'Est est passée de 13 % en 2022 à 14,5 %¹⁵ en 2023 et devrait atteindre 20,1 % en 2024 (Figure 3).

2.3. Afrique de l'Ouest

En raison des difficultés macroéconomiques rencontrées par quelques-unes des principales économies de la région, la croissance de l'Afrique de l'Ouest a diminué, passant de 3,7 % en 2022 à 3,4 % en 2023. Toutefois, elle devrait remonter à 3,6 % en 2024 (Figure 2).

Cette prévision repose sur l'hypothèse d'une baisse de l'inflation mondiale à moyen terme. La consommation intérieure (c'est-à-dire la consommation des ménages et les investissements) et la demande extérieure (en raison du rebond de l'activité dans des économies comme la Chine) devraient appuyer la croissance du côté de la demande. Du côté de l'offre, l'industrie, les services et l'agriculture seront les moteurs de la croissance. Les pays dont l'économie est peu exigeante en ressources (Cap Vert, Togo, Sénégal, Guinée-Bissau, Bénin, Gambie et Côte d'Ivoire) et d'autres pays dont l'économie est très exigeante en ressources devraient être les moteurs de l'expansion régionale. Les performances de croissance relativement fortes des économies peu exigeantes en ressources peuvent être attribuées à une meilleure gestion des politiques et à une économie plus diversifiée, comme au Sénégal et en Côte d'Ivoire.

¹⁰ <https://www.statista.com/statistics/1279215/annual-inflation-rate-in-north-africa/>

¹¹ <https://www.afdb.org/en/news-and-events/press-releases/north-africa-economic-outlook-2023-economic-growth-set-reach-46-percent-2023-north-africa-should-make-green-growth-urgent-regional-priority-according-african-development-bank-63411>

¹² <https://www.afdb.org/en/news-and-events/press-releases/east-africa-regional-economic-outlook-2023-mid-term-growth-east-africa-region-projected-highest-continent-2023-4-63483>

¹³ <https://www2.deloitte.com/us/en/insights/economy/emea/africa-economic-outlook.html>

¹⁴ <https://www.theeastafrican.co.ke/tea/business/rising-inflation-falling-currencies-slow-ea-economic-growth-4466262>

¹⁵ https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/2019AEO/REO_2019_-_East_Africa_.pdf

Tous les pays de la région devraient connaître une croissance d'environ 4 % en 2024, à l'exception du Nigeria et du Ghana. L'économie du Nigeria, la plus importante du continent, devrait continuer à progresser lentement, avec une croissance qui n'augmenterait que de 0,4 % pour atteindre 2,9 % en 2024, avant de passer à 3,7 % en 2025. La suppression des subventions aux carburants et les efforts déployés pour unifier le taux de change ont entraîné une hausse du coût de la vie et des importations en 2023. Ces facteurs exercent une pression sur la demande intérieure, la production et l'investissement, ce qui explique la faible dynamique de croissance du Nigeria¹⁶ et l'aggravation des conditions sociales de la population.

Le Sénégal et le Niger ont connu une croissance de 4,1 % et 4,3 % en 2023 respectivement, et devraient augmenter de 8,2 % et 11,2 % en 2024 en raison de l'augmentation de la production et de l'exportation d'hydrocarbures. La croissance de la Côte d'Ivoire devrait atteindre 6,8 % en 2024, aidée par une augmentation des projets de construction menés par le secteur privé et des dépenses publiques importantes pour les projets de travaux publics, la croissance industrielle et les infrastructures essentielles. La croissance du Bénin (6,4 %), de la Gambie (6,2 %), du Togo (6 %), du Mali (4,8 %), de la Sierra Leone (4,6 %) et du Burkina Faso (4,1 %) devrait s'expliquer par l'augmentation de la production agricole, l'expansion du secteur des services et les réformes visant à accroître la participation du secteur privé dans les secteurs de l'énergie et de l'exploitation minière¹⁷.

En 2023, l'inflation en Afrique de l'Ouest était principalement due à la hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie.¹⁸ Le taux d'inflation moyen en Afrique de l'Ouest est passé de 9,7 % entre 2014 et 2020 à 12,7 % en 2021 et 17 % en 2022. Le taux d'inflation régional moyen devrait rester supérieur à la moyenne continentale en 2022, 2023 et 2024, se stabilisant à 17,5 % en 2023 et atteignant 20 % en 2024 (Figure 3).

2.4. Afrique centrale

L'économie de l'Afrique centrale a augmenté de 2,0 % en 2023 et devrait atteindre 2,9 % en 2024 (Figure 2), principalement en raison de la croissance des secteurs primaire et tertiaire, dont l'économie a augmenté de 3,2 % en 2023 et devrait atteindre 3,9 % en 2024¹⁹. Les secteurs de l'agriculture, de l'alimentation et de l'industrie manufacturière orientés vers l'exportation, le commerce et les télécommunications sont les principaux moteurs du développement économique de l'Afrique centrale en 2023²⁰. L'inflation est restée élevée, à 6,4 % en 2023, en raison de la hausse des prix du pétrole et de la rigidité des prix des denrées alimentaires²¹. Le déficit budgétaire a été ramené à 4,1 % du PIB en 2023 et devrait tomber à 3,9 % en 2024. Cette réduction peut être attribuée à la chute des subventions publiques et à l'augmentation significative des recettes non fiscales, en particulier celles provenant des services publics²². Une meilleure gouvernance dans le secteur des industries extractives et la reprise de l'exploitation forestière devraient permettre de réduire le déficit de la balance courante à 10,5 % en 2024, contre 12,2 % du PIB en 2023. Une baisse des progrès en matière de sécurité et une détérioration de la sécurité alimentaire due aux pressions exercées sur les prix des denrées alimentaires et aux chocs climatiques (inondations) sont quelques-uns des défis internes auxquels il faudra faire face en 2023. La chute des prix du bois au niveau mondial, qui a réduit les exportations, a constitué un défi externe. Le taux d'inflation s'est établi à 7,9 % et 6,4 % en 2022 et 2023 respectivement et devrait atteindre 8,7 % en 2024 (Figure 3).

¹⁶ <https://www.afdb.org/en/news-and-events/2023-west-africa-economic-outlook-regions-economic-growth-falls-medium-term-forecast-suggests-return-level-above-4-63487#:~:text=The%20report%20further%20reveals%20that,2023%20and%204.2%25%20in%202024.>

¹⁷ <https://www.afdb.org/en/documents-publications-africas-macro-economic-performance-and-outlook/west-africa#:~:text=Growth%20is%20projected%20to%20pick,least%204%20percent%20in%202024.>

¹⁸ <https://www.afdb.org/en/documents/africas-macroeconomic-performance-and-outlook-january-2024>

¹⁹ <https://www.afdb.org/en/countries/central-africa/central-african-republic/central-african-republic-economic-outlook>

²⁰ <https://www.afdb.org/en/countries/central-africa/central-african-republic/central-african-republic-economic-outlook>

²¹ <https://www.afdb.org/en/countries/central-africa/central-african-republic/central-african-republic-economic-outlook>

²² <https://www.afdb.org/en/news-and-events/press-releases/central-african-economic-outlook-2023-central-africa-achieved-best-economic-performance-terms-growth-inflation-and-budget-deficit-compared-other-african-regions-2022-63563#:~:text=It%20is%20set%20to%20settle,and%20Green%20Growth%20in%20Africa%E2%80%9D.>

2.5. Afrique australe

La croissance de l'Afrique australe est passée de 2,7 % en 2022 à 1,6 % en 2023, soit une baisse de 1,1 %. Cependant, en 2024, la croissance pourrait revenir à 2,7 % avec des changements politiques appropriés (Figure 2). L'Afrique du Sud, la plus grande économie de la région et partenaire commercial, a vu sa croissance rester faible, passant d'une estimation de 2,0 % en 2022 à 0,2 % en 2023²³, ce qui s'explique en grande partie par les difficultés du pays à faire face à des taux d'intérêt élevés et à des pannes d'électricité permanentes. D'autres pays de la région, notamment Madagascar, le Malawi, le Zimbabwe, la Zambie et São Tomé et Príncipe, ont tous connu des conditions économiques très défavorables, semblables à celles de l'Afrique du Sud²⁴. Les problèmes politiques et structurels prolongés en Afrique du Sud, qui entravent la croissance régionale, la guerre russo-ukrainienne, qui continue de faire grimper les prix de l'énergie et des denrées alimentaires, et la lourde dette extérieure de la région, qui devrait rester élevée dans toute l'Afrique australe, ont été autant de facteurs qui ont pesé sur les résultats de la région en 2023. En outre, la baisse de la croissance du revenu par habitant et la crise de l'emploi des jeunes figurent parmi les problèmes de la région en 2023. Le taux d'inflation s'est établi à 19,4 % et 15,5 %²⁵ en 2022 et 2023 respectivement et devrait atteindre 27,7 % en 2024 (Figure 3).

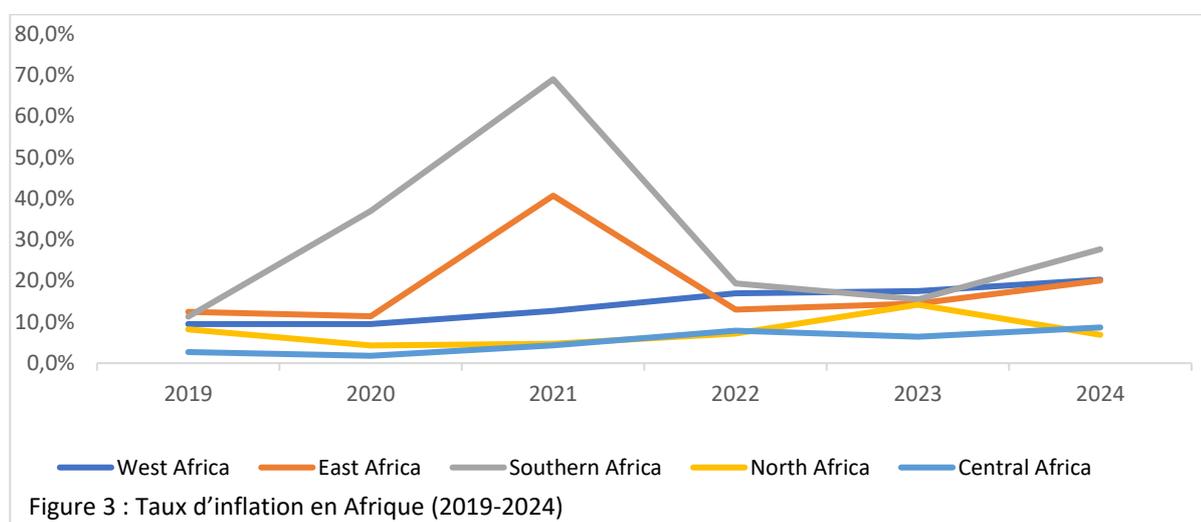


Figure 3 : Taux d'inflation en Afrique (2019-2024)

Source : Revue économique de l'AIAPD (2022)

3. PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES ET RECOMMANDATIONS POLITIQUES POUR 2024

En 2024, onze des vingt économies à forte croissance dans le monde se trouveront en Afrique. Dans l'ensemble, la croissance du produit intérieur brut (PIB) réel du continent devrait atteindre en moyenne 3,7 % et 4,2% en 2024 et 2025²⁶, respectivement (Figure 2). L'Afrique devrait connaître une forte croissance en 2024, à l'exception de l'Afrique centrale, l'Afrique australe restant à la traîne avec 2,5 % contre 5,1 % pour l'Afrique de l'Est (Figure 2). La plus grande économie d'Afrique australe devrait augmenter de 1,1 % en 2024, contre 0,8 % en 2023, en raison des faibles performances de la région, qui reflètent la stagnation économique persistante en Afrique du Sud^{27,28}.

La croissance en Afrique de l'Ouest devrait s'accélérer pour atteindre 4,4 % en 2024 et 2025. Le ralentissement économique au Nigeria et au Ghana devrait être compensé par une croissance vigoureuse dans la majorité des pays de la région. Dans un contexte d'incertitude croissante,

²³ <https://www.afdb.org/en/news-and-events/press-releases/2023-southern-africa-economic-outlook-southern-africas-economic-prospects-subdued-yet-abounds-investment-opportunity-climate-change-initiatives-63343>

²⁴ <https://www.afdb.org/en/news-and-events/press-releases/2023-southern-africa-economic-outlook-southern-africas-economic-prospects-subdued-yet-abounds-investment-opportunity-climate-change-initiatives-63343#:~:text=In%202022%2C%20the%20Southern%20Africa,of%203.4%25%20and%203.8%20%25.>

²⁵ https://www.sadc.int/sites/default/files/2022-03/Macroeconomic_Statistics_bulletin_final.pdf

²⁶ <https://www.afdb.org/en/documents/africas-macroeconomic-performance-and-outlook-january-2024>

<https://www.worldbank.org/en/region/afr/overview>

²⁸ <https://www.afdb.org/en/documents/africas-macroeconomic-performance-and-outlook-january-2024>

l'annonce de la sortie du Burkina Faso, du Mali et du Niger de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) soulève des questions quant à la pérennité des progrès accomplis. La plus grande économie, le Nigeria, devrait croître de 2,9 % en 2024, soit 0,4 point de pourcentage de plus que l'année précédente, l'inflation augmentant en raison d'une dévaluation importante de la monnaie, ce qui aggrave la crise du coût de la vie dans le pays.

Les difficultés macroéconomiques et une série de prévisions météorologiques défavorables maintiendront la croissance de l'Afrique du Nord au-dessus de 4,0 % en 2024 et de 4,1 % en 2025, (Figure 2). L'inflation élevée et le manque de devises étrangères devraient entraîner un ralentissement de la croissance de l'Égypte, qui passerait de 4 % en 2023 à 3,7 % en 2024.²⁹ En raison de leurs taux de croissance économique élevés, le Niger (11,2 %), le Sénégal (8,2 %), la Libye (7,9 %), le Rwanda (7,2 %), la Côte d'Ivoire (6,8 %), l'Éthiopie (6,7 %), le Bénin (6,4 %), Djibouti (6,2 %), la Tanzanie (6,1 %), le Togo (6 %) et l'Ouganda (6 %) sont les 11 premières nations africaines qui devraient avoir d'excellentes performances économiques en 2024.

Avec une croissance qui devrait atteindre 5,1 % en 2024 et 5,7 % en 2025, l'Afrique de l'Est continuera de mener la dynamique de croissance de l'Afrique. Pour ce faire, d'importants investissements stratégiques seront réalisés afin d'améliorer la connectivité interne et de favoriser le commerce intrarégional. La croissance devrait ralentir à 3,5 % en 2024, mais un redressement prévu des dépenses privées, une augmentation des investissements miniers et une hausse des exportations pourraient faire grimper la croissance à 4,1 % en 2025³⁰.

4. Recommandation politique pour l'économie africaine en 2023

Le changement climatique, l'inflation mondiale élevée et les fragilités persistantes des chaînes d'approvisionnement resteront des facteurs potentiels de ralentissement de la croissance en Afrique. Par conséquent, la lutte contre l'inflation persistante nécessitera un mélange de politique monétaire restrictive, d'assainissement budgétaire et de stabilité des taux de change. Les pays africains sont invités à investir davantage dans le capital humain et à poursuivre une stratégie d'industrialisation et de diversification basée sur les ressources qui permettent au continent d'exploiter ses avantages comparatifs et de renforcer sa résistance aux chocs.

- Les gouvernements africains devraient s'attaquer résolument à l'inflation. L'inflation sur le continent devrait atteindre un taux à deux chiffres dans 14 pays en 2024, y compris dans certains des plus grands pays comme l'Égypte, l'Éthiopie et le Nigeria, malgré le processus prudent de resserrement de la politique monétaire au cours des deux dernières années, alors que de nombreux pays africains ont augmenté leurs taux d'intérêt. Par ailleurs, quelques pays (Angola, Nigeria, Sénégal et Tanzanie) pourraient continuer à subir des pressions inflationnistes accrues en raison de la suppression des subventions pétrolières et d'autres mesures d'urgence ou en raison de la volatilité persistante des prix dans le monde entier.

Par conséquent, dans les pays où une baisse significative de l'inflation est attendue, la politique monétaire appropriée consisterait à trouver un équilibre entre le resserrement et l'assouplissement de la politique monétaire. Dans les pays où l'inflation était élevée mais en baisse, les taux d'intérêt devraient être maintenus à leur niveau élevé actuel jusqu'à ce que l'inflation atteigne définitivement l'objectif fixé. Un plus grand renforcement de la politique monétaire serait acceptable dans les pays où l'inflation est élevée et persistante jusqu'à ce qu'il y ait des indications claires que l'inflation diminue et revient à l'objectif fixé.

- La politique monétaire doit être utilisée par le gouvernement pour réduire les pressions sur le taux de change. Les pays dont les taux de change sont flottants doivent permettre aux monnaies de fluctuer autant que possible, car tenter de résister à un mouvement basé sur les principes fondamentaux pourrait entraîner des conséquences fatales. La politique monétaire des pays à parité fixe doit s'aligner sur celle du pays de référence afin de préserver la stabilité extérieure et d'empêcher l'épuisement des réserves de change.

²⁹ <https://www.afdb.org/en/documents/africas-macroeconomic-performance-and-outlook-january-2024>

³⁰ <https://www.un.org/development/desa/dpad/publication/world-economic-situation-and-prospects-march-2024-briefing-no-179/#:~:text=Inflation%20is%20expected%20to%20remain,average%20to%202019.2%20per%20cent.>

Lorsque le déficit budgétaire exerce une pression sur le taux de change, une politique industrielle stratégique visant à accélérer la diversification économique et à renforcer le secteur des exportations, ainsi qu'un assainissement budgétaire, doivent être mis en œuvre en même temps que des mesures de politique monétaire pour accroître la résistance aux chocs.

De plus, les recommandations suivantes ont été formulées :

- Les économies africaines devraient s'attaquer à leur endettement et apporter des changements en matière de gouvernance afin d'améliorer leur capacité à gérer la dette.
- La mobilisation des ressources nationales devrait être renforcée pour accélérer la transformation structurelle et l'assainissement des finances publiques en Afrique.
- L'aide financière internationale devrait être repensée afin de mieux répondre aux besoins financiers des nations africaines.
- Les investissements dans les énergies propres devraient être amplifiés au fur et à mesure que les effets du changement climatique deviennent plus évidents sur le continent.
- Les institutions de financement du développement (IFD) africaines devraient redoubler d'efforts pour mobiliser des ressources innovantes afin de financer les secteurs prioritaires et de relever les défis du financement de la lutte contre le changement climatique.